

On s'abonne au bureau du journal, rue de l'Ange, n° 627, où les lettres et envois doivent être adressés franc de port.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

(Par trimestre.)

Pour Namur. 4 fl. 50 c.  
Pour les autres villes. 5 20

# COURRIER

DE LA SAMBRE.

INSERIONS ET AINSI  
Prix par ligne d'impression, 10 cents.

Avis aux abonnés.

Les abonnements commencent à toutes les époques, mais doivent échoir à la fin de mars, juin, septembre et décembre.

N° 427.

JEUDI.

18 AOUT 1831.

## INTERIEUR.

BRUXELLES, 16 août.

Si nous devons en croire le récit de quelques personnes qui ont vu le passage de l'armée prusse-hollandaise par Louvain, elle emmenait avec elle un certain nombre de prisonniers, pris pour la plupart sans armes, et dans nos campagnes. Nous espérons que notre gouvernement et le maréchal Gérard réclameront hautement nos malheureux compatriotes, et ne souffriront pas qu'ils soient plus long-temps traînés à la suite de l'armée de nos ennemis.

Les événemens importants qui se sont suivis depuis les premiers jours de ce mois, demandent à être résumés en un aperçu général, pour que la nation puisse comprendre au juste quelles en ont été les causes. Le pays était dans un état de paix profonde : il avait le droit de croire qu'en acceptant les 18 articles qui lui avaient été proposés à l'unanimité par la conférence de Londres, il avait accepté la paix. Outre cela, l'armistice existant se trouvait sous la garantie des cinq puissances ; ces mêmes puissances avaient déclaré que la partie qui enfreindrait cet armistice, se mettrait en état d'hostilité immédiate avec elles.

Les difficultés qui restaient indécises entre la Belgique et la Hollande devaient être terminées par des négociations entre les deux parties contractantes. A la fin du mois de juillet, la conférence adressa au roi Guillaume une nouvelle injonction de ne pas recommencer les hostilités, et lui fit déclarer qu'elle considérait l'armistice comme un engagement indéfini, malgré la protestation des ministres hollandais. La Belgique, depuis quelque temps, ne continuait plus ses armemens : elle avait commencé à s'occuper de la réduction des forces existantes, et le gouvernement, tranquille sur les dispositions de la Hollande, veillait à l'organisation administrative du pays. Le 2 août, le gouvernement reçut à Liège communication de la lettre du général Chassé, et peu d'instans après, la nouvelle de la reprise des hostilités sur toute la ligne, sans qu'il fût question de cet armistice si fortement recommandé par les puissances.

A l'exception des deux divisions placées aux extrémités opposées du pays, il n'existait, pour ainsi dire, aucun moyen de résistance. Ni état-major, ni administrations militaires, ni rien de ce qui est nécessaire à la mise en activité d'une armée, n'était organisé. Le premier ban de la garde civique était loin d'être armé ou en état d'entrer en campagne. Avec de pareils élémens de défense, il fallait combattre une armée nombreuse, organisée et exercée à loisir, et pour laquelle la Hollande avait fait des frais hors de toute proportion avec ses moyens.

On ne peut donc pas dire que la lutte a été engagée entre la Belgique et la Hollande, entre quatre millions d'hommes d'une part et deux de l'autre : on ne doit y voir qu'un coup de main, une attaque faite à l'improviste, et acceptée sur place sans préparatifs et sans réflexion. En prenant les choses de ce point de vue, il est étonnant que le pays ait pu, au bout de deux ou trois jours, faire encore ce qu'il a fait. Le 5, l'ennemi menaçait Anvers ; le 9 et le 10, il était déjà très-près de la capitale.

La ligne qu'il était surtout important de garder est celle de Malines à Diest. La division du général Tiekens eut ordre de se porter par Liège sur cette ligne. Le général Daine reçut, dès le 5, les instructions les plus positives pour se porter de son camp de Hasselt vers Diest, et pour effectuer sa jonction avec la division Tiekens. Cette opération eût réuni sur un point une masse assez imposante de combattans, et eût donné à l'armée une supériorité sur celle de Hollande, dont les différentes divisions manœuvraient alors séparément.

Les motifs qui ont empêché le général Daine d'obtempérer à des ordres si formels et si souvent répétés ne seront connus qu'avec le temps. Le général resta ainsi isolé jusqu'à ce que, le 8, l'armée hollandaise le repoussât sur Liège. La division Tiekens, ainsi que les autres troupes réunies aux environs d'Aerschot, avaient marché dans la matinée du 9 sur Montaigu pour s'emparer de ce poste et peut-être de Diest, et pour faciliter ainsi la jonction si ardemment désirée avec le général Daine. C'est au moment même de l'attaque que cette division reçut la triste nouvelle de la défaite du général Daine. Au lieu de prendre Montaigu, il devint nécessaire de marcher immédiatement sur Louvain pour s'assurer de ce poste important, garantir la capitale, et se rapprocher ainsi de l'armée française. C'est le 11 au soir qu'on reçut au quartier-général la nouvelle que le cabinet de La Haye n'avait pas l'intention d'exposer l'armée hollandaise contre l'armée française. Le 12 au matin, l'ordre fut donné de concentrer les troupes belges à Louvain, même pour empêcher les hostilités qui n'avaient dès-lors plus de but. Ce mouvement venait de commencer lorsque les troupes belges se virent vivement attaquées par des forces très-supérieures. Lord W. Russell fut envoyé de la part du roi

en parlementaire vers le général hollandais, pour lui donner connaissance des résolutions prises par le roi Guillaume, et pour mettre fin à des hostilités qui ne pouvaient plus avoir de résultat. Lord William Russell revint bientôt avec un parlementaire hollandais, le major Céva. Ce n'est qu'alors qu'on sut que le prince d'Orange commandait lui-même sur ce point, et que le roi, qui se trouvait aux avant-postes belges, n'était qu'à quelques centaines de toises du général en chef ennemi. Le résultat de cette première négociation devait être de faire cesser le feu sur toute la ligne, d'arrêter le mouvement du prince de Saxe-Weimar, et de faire partir les parlementaires pour l'armée française. Après leur départ les hostilités recommencèrent inopinément, et le feu devint très-vif. Sir Robert Adair, ministre de S. M. britannique près du roi, eut le dévouement de s'offrir pour aller vers le prince d'Orange. Il courut les plus grands dangers en se chargeant de la noble tâche d'arrêter un combat devenu inutile. Il proposa, de la part du prince d'Orange, un armistice qui lui assurerait pour le lendemain la possession de la ville de Louvain. Les troupes repoussèrent pendant l'intervalle avec beaucoup de valeur les attaques qui se firent contre la ville : l'artillerie se distingua particulièrement. Quoique leurs fatigues pendant les jours précédens eussent été considérables, nul doute qu'elles n'eussent pu défendre la place. Mais le roi ne voulut pas exposer les habitans d'une ville aussi considérable que Louvain aux horreurs du bombardement qui la menaçait, si l'armistice ne venait à se conclure. Comme l'occupation de Louvain, à cause de la proximité de l'armée française, ne pouvait être que de très-courte durée, et qu'on ne pouvait avoir en vue d'autre objet que la paix, le général Goblet fut chargé de terminer les négociations et d'en régler les termes. Quoiqu'en vertu de ces négociations, le corps du prince de Saxe-Weimar fût tenu de s'arrêter, ce général tâcha de s'emparer de la route de Louvain à Malines. Le roi se fit jour sur cette route, s'assura du pont de Campenhout, et se mit en communication avec le général Tiekens, qui marcha vers le même point.

Le prince de Saxe-Weimar, quoiqu'ayant pu se convaincre par l'entière cessation du feu du côté de Tirlemont, qu'il existait un armistice, fit tirer sur les troupes qui suivaient la route de Malines, et qui, aux termes des arrangemens conclus, ne devaient nullement être inquiétées durant leur marche. Les troupes belges ont occupé la ville de Louvain jusqu'à 13 à une heure et demie. Le mouvement rétrograde des troupes hollandaises devant avoir lieu sans retard, la ville se trouva ainsi sauvée des désastres du bombardement, sans être exposée aux vexations et aux représailles de Hollandais, qui, tout en occupant la ville, ne devaient pas y loger.

Tel est le résumé de cette courte campagne où une seule action a eu lieu, où l'armée hollandaise, si supérieure en nombre, accrue de tant de mercenaires, ne nous a pas fait essuyer une seule défaite. La Hollande souffrira les conséquences de sa mauvaise foi, et au lieu d'échapper, comme elle l'a espéré peut-être, aux embarras qu'a attirés sur elle l'aveuglement de ceux qui la gouvernent, elle perdra jusqu'à ses derniers titres à l'appui des gouvernemens et à la sympathie publique. Celui qui, par mauvaise humeur, court le risque d'allumer une guerre générale, mérite que ses amis politiques l'abandonnent. Celui qui prend son ennemi en traître et ne lui donne pas le temps de mettre l'épée au poing, mérite que l'humanité lui refuse jusqu'à sa compassion, et lui laisse porter les peines de sa déloyauté.

(Moniteur Belge.)

— Nous avons déjà parlé de l'évacuation de la Belgique par les troupes hollandaises. Voici les termes de la convention conclue à cet effet :

Louvain, 13 août.

D'après convention faite entre le général Belliard et le prince d'Orange :

L'armée hollandaise doit commencer demain matin son mouvement de retraite.

Le prince d'Orange doit envoyer de suite auprès de M. le maréchal Gérard un officier-général pour régler la marche et tout ce qui a rapport à la partie militaire.

La ville de Louvain n'aura pas de logemens militaires. Les portes seulement seront gardées par les troupes hollandaises, ayant des pickets sur les places pour le maintien du bon ordre.

Le corps du prince de Saxe-Weimar, qui est sur la route de Louvain à Bruxelles par Cortenberg et Tervueren, traversera de suite la ville de Louvain pour se rendre sur la route de Tirlemont, où se trouvent les deux autres divisions de l'armée.

La ville de Louvain doit faire fournir à l'armée hollandaise, bivouaquée en avant de Louvain sur Tirlemont, des vivres et des fourrages.

Louvain, 13 août.

Ordre du jour.

Par suite de la convention conclue entre S. A. R. le prince d'Orange

et M. le lieutenant général Belliard, les troupes sous les ordres de S. A. R. quitteront demain, 14 août, leurs positions à Louvain et environs, et iront, ce jour-là, occuper des cantonnemens sur la route de Tirlemont et sur celle de Diest. Boutersem et Saint-Joris-Winge seront les derniers villages occupés par elles du côté de Louvain. Les jours suivans la route de l'armée de S. A. R. se continuera sur Saint-Trond et Hasselt. Tongres est toujours aussi occupé par elle.

La ville de Louvain sera évacuée demain, 14 août, à dix heures du matin. S. A. R. le prince d'Orange aura son quartier-général le 14 et le 15 à Tirlemont.

Par ordre de S. A. R. le prince d'Orange, général en chef de l'armée :  
Le lieutenant-général, chef de l'état-major-général,  
Signé le baron Constant de Rebecque.

— On parle vaguement d'une lettre autographe adressée par le roi de Prusse au roi Louis-Philippe, pour lui déclarer qu'il n'existait entre la Prusse et la Hollande aucun traité d'alliance offensive et défensive, et qu'il n'avait été pour rien dans la détermination prise par le roi Guillaume de recommencer les hostilités.

— Les lanciers de Nemours (n° 1) sont attendus d'un moment à l'autre. Ils se rendront immédiatement au quartier-général des princes.

— On lit dans l'*Indépendant* :

Le roi est arrivé hier soir à sept heures de Louvain, escorté par un détachement de gardes civiques à cheval. Sa présence a fait éclater un vif enthousiasme. La foule amoncelée sur la place du Palais faisait retentir l'air des cris de *vive le roi!* elle tenait compte au roi de sa belle conduite, et disait, que si tous avaient fait comme lui leur devoir, nous ne serions pas où nous en sommes.

M. de Brouckere est arrivé hier soir à Bruxelles. Il venait de Liège, conduisant avec lui le corps du général Daine qu'il avait pu rallier. Il ignorait les événemens de Louvain, et arrivait à marches forcées pour dégager l'armée du général Tieken de Terhove.

— Quelques hommes de l'art nous écrivent pour se plaindre de la manière dont le service de santé s'est effectué à l'armée de Louvain. Il est probable que le désordre qui s'est mis dans l'armée ait désorganisé ce service le dernier jour. Mais nous pouvons affirmer que lors du combat de Boutersem rien ne manquait. M. le docteur Graux, entouré d'officiers de santé, faisait les opérations et pansemens dans les premières maisons du village. Des despotats en nombre suffisant apportaient les blessés sur des brancards de service. Un caisson d'ambulance était prêt. L'un de nos rédacteurs, qui exerce l'art de guérir, peut attester ces faits dont il a été témoin oculaire. Il ne saurait donner trop d'éloges à la conduite toute pleine de dévouement de M. le docteur Graux, qui avait offert volontairement ses services à l'inspecteur-général.

— On lit dans le *Courrier de la Meuse*, de Liège, 15 août :

Beaucoup de voitures de blessés Hollandais ont été vues, se dirigeant sur Maestricht.

— Un voyageur, qui a séjourné quelques heures à Aix-la-Chapelle, assure que l'on a distribué à la troupe le complément d'équipement en souliers, etc. Les soldats disent avoir reçu chacun 50 cartouches et jusqu'à des bandes de toile, compresses, charpie; il leur est ordonné de se tenir prêts à marcher au premier signal.

Cette nouvelle, n'a du reste, rien qui doive inquiéter les Belges, la Prusse étant d'accord avec les autres puissances relativement à l'intervention française; ce ne sont que des mesures de précaution.

— Le duc et la duchesse d'Artemberg, avec leur famille, sont arrivés à Aix-la-Chapelle.

— Lorsque le parlementaire belge s'est présenté au camp du prince de Saxe-Weimar, ce général était transporté de fureur; l'expression de brigands est souvent sortie de sa bouche et il a tenu des propos sur le roi d'Angleterre, indignes d'un homme bien élevé: il nous répugne de les répéter.

— Dans l'entrevue que M. le maréchal Gérard a eue avec le prince d'Orange pour faire cesser les hostilités reprises par la Hollande avec la plus insigne mauvaise foi, le premier ayant dit que l'armée française était prête à exécuter par la force l'expulsion des Hollandais de la Belgique si l'on refusait de se retirer, le prince répondit que l'intention de la Hollande n'était pas de se battre contre des Français. Je le crois, prince, répondit le maréchal, pas plus que l'intention des Belges n'était de se battre contre des Prussiens.

— On nous mande de Londres ce qui suit: « La prise de Batavia et la soumission de l'île de Java à S. M. le roi Léopold, sont des nouvelles rapportées par un bon patriote appelé Huyberechts, qui a servi dans la colonie, et qui doit se trouver à Bruxelles. La malveillance s'en est emparée pour mystifier notre légation à Londres et faire imprimer à cette conquête lointaine un caractère officiel. Lorsque le *Times* s'est mis de la partie, M. Huyberechts n'a fait qu'en rire; mais nous sommes sûrs qu'il sera le premier à regretter que la mystification soit allée jusqu'à un homme si judicieux que M. Ch. de Brouckere et même plus haut. »

Effectivement, cette nouvelle nous avait dès le premier moment paru très-suspecte et nos doutes avaient été pleinement justifiés lors de l'arrivée récente à Ostende (10) de navires venant de Batavia. Nous savons que les capitaines et les équipages de ces vaisseaux n'avaient aucune connaissance de la prétendue révolution de Java. (M. de G.)

— M. Firmin Rogier, secrétaire de notre ambassade à Paris, est actuellement à Bruxelles.

— M. de Brouckere est arrivé hier soir 15, à Bruxelles, revenant de Liège, d'où il a ramené tout le corps d'armée du général Daine jusqu'à la hauteur de Jodoigne. Ce corps d'armée, aujourd'hui entièrement

rallié, compte un peu plus de 10,000 hommes. D'après ce que nous savons de la position actuelle de l'armée française, ce corps du général Daine doit avoir fait sa jonction avec les Français.

— La chambre des mises en accusation de la cour de Bruxelles, vient de renvoyer devant la cour d'assises du Brabant méridional, MM. Lehardy de Beaulieu, d'Armagnac, de Souter, etc., comme prévenus d'attentat ayant pour but de renverser le gouvernement. M. Lehardy fils a été acquitté. Le ministère public avait conclu à l'acquiescement de tous les préveus.

— C'est dans les environs de Boutersem qu'une escarmouche a eu lieu entre les vedettes françaises et hollandaises. Il a été fait trois prisonniers français et vingt hollandais. Le colonel a renvoyé les vingt prisonniers avec injonction que ses trois hommes lui fussent remis dans deux heures, ce qui n'a pas manqué d'être fait.

Le nombre des blessés, rapportés à Louvain de la route de Tirlemont, ne s'élève pas au-delà de 180.

Dimanche soir on a ouvert une fosse au bas de la montagne du Lion, où étaient enterrés une centaine de Hollandais. On a reconnu entr'autres, au moyen de papiers qui étaient sur lui, un capitaine de cuirassiers hollandais, natif de Mons, qui avait été à peine couvert de terre.

— Le *Journal de Verviers* rapporte une correspondance de Franfort-sur-Mein, datée du 14 août, et qui contient ce qui suit :

Des troubles ont eu lieu à Königsberg le 28 juillet. Les habitans de cette ville se plaignaient depuis long-temps de ce que le gouvernement permettait aux Russes de violer la quarantaine. Le choléra s'étant manifesté à Königsberg par suite de la complaisance du gouvernement prussien pour l'armée de Paskiewitch, les classes inférieures se sont soulevées; la garnison a fait feu sur le peuple; beaucoup de personnes ont péri.

L'authenticité de ces nouvelles nous est garantie.

— On a eu en Hollande la nouvelle de St.-Petersbourg, que l'empereur de Russie, pour faire face aux dépenses extraordinaires devenues nécessaires par les circonstances fâcheuses où se trouve son empire, a résolu de faire l'émission de billets du trésor pour le montant de trente millions de roubles, en assignations sur la banque, à l'intérêt de 4 pour cent. (Arnh. Courant.)

— Le *Courrier anglais* du 13, contient les détails de séance de deux chambres du parlement du 12, et l'analyse de celle de la chambre des communes du 13. Dans la séance des communes du 12, l'affaire de la Belgique a fait l'objet d'une grande partie des discussions, à l'occasion d'une motion de M. Croker, tendant à justifier le roi de Hollande contre l'accusation d'avoir violé l'armistice, et à obtenir des ministres la communication de la lettre du 1<sup>er</sup> août, adressée par le ministre des affaires étrangères de la Hollande aux ministres composant la conférence.

Lord Palmerston s'opposait à cette motion, en faisant observer que la pièce en question ne pourrait être communiquée sans qu'elle fût accompagnée de toutes celles relatives à la négociation concernant les affaires de la Belgique. Le noble lord déclara en outre qu'il persistait dans son opinion que le roi des Pays-Bas n'avait pas suffisamment fait connaître ses démarches d'avance à la conférence.

Le discours de lord Palmerston se fait remarquer par son énergie et son éloquence; il y prouve qu'à l'évidence la faiblesse des moyens d'attaque employés par l'auteur de la motion contre le ministère, et le peu de fondement qui existe dans les assertions mises en avant en faveur du roi Guillaume. Le ministre a été souvent interrompu par les applaudissemens de ses auditeurs.

Après que M. Croker s'était défendu dans une réplique contre l'accusation d'avoir fait une motion qui ne pouvait pas être de son sérieux, les discussions sont encore prolongées entre plusieurs membres qui ont envisagé la question sous différens points de vue, mais la plupart d'après l'opinion du ministère.

Lord Stormont était celui qui appuyait le plus fort la motion dont l'auteur eut la parole une 3<sup>me</sup> fois, principalement pour disculper l'opinion de plusieurs attaques dirigées contre elle par lord Palmerston.

Cependant, après que celui-ci y avait répliqué, en assurant à son honorable ami (M. Croker) qu'il avait la confiance que quand l'un et l'autre ils auront jeté leurs fleurets et fermé la discussion, les coups qu'ils se sont portés réciproquement ne laisseront pas de blessures bien profondes derrière eux; la motion a été retirée, et la chambre a passé à la question de la réforme.

La séance du 13 n'offrait aucun sujet important, et les discussions roulaient principalement sur l'affaire de la réforme traitée en comité.

Nous renvoyons à demain les réflexions assez intéressantes des journaux anglais des diverses opinions, sur le discours de M. Croker, dans la séance du 12, dont nous venons de donner le résumé.

— On nous transmet de Kemsede des détails sur un engagement qui a eu lieu, le 8 de ce mois, au Roskam, hameau situé sur la ligne, et dans lequel les tirailleurs francs de la Flandre-Orientale se sont distingués par leur intrépidité.

Arrivé à cet endroit, l'avant-garde des tirailleurs, forte tout au plus de 20 hommes, rencontra les Hollandais au nombre de 4 à 500 hommes. Malgré cette énorme disproportion, les braves tirailleurs attaquèrent à l'instant même l'ennemi, qu'ils firent d'abord reculer de 2 à 300 pas; puis à une seconde charge ils le repoussèrent jusque dans ses retranchemens. Dans ces deux attaques, les tirailleurs n'eurent à déplorer que la perte d'un de leurs braves camarades; nommé Boucherie, tandis que l'ennemi a eu 20 tués et blessés.

Le 9, à quatre heures de l'après-midi, les tirailleurs francs de la

Flandre-Orientale, réunis aux chasseurs liégeois, ont conservé leur position devant Hulst, malgré le feu de la mitraille; ils la gardent encore en ce moment et attendent avec impatience l'ordre de s'emparer de la ville. Que n'aurait-on pas pu faire avec de pareils soldats, si l'incurie de quelques hommes n'avait pas favorisé tous les plans de l'ennemi.

#### Mouvement de l'armée Hollandaise.

Les Hollandais, sortis de Louvain le 14 après-midi, n'étaient à Boutersem que le lendemain matin. Leur marche, comme on voit, est très-lente. Ils vont dispersés dans les campagnes, pillant et saccageant tout ce qu'ils rencontrent sur leur passage.

Non-seulement ils ont déchiré le tableau de M. Van Brée, qui se trouvait au collège philosophique, mais ils ont encore enlevé du magasin qui y est établi, 27,000 rations de pain, toutes les chemises, 500 fusils, et ont échangé 150, et en répandu 400 tonneaux de poudre, qu'ils n'ont pu emporter.

On nous écrit de Louvain que le service de l'hôpital de cette ville n'a rien laissé à désirer.

M. Jacmart, médecin de l'hôpital militaire et professeur à l'université, l'a dirigé en chef. M. Seutin a surveillé la pratique des opérations, et dès le 6 août, MM. Leroy, Craninckx, Lanthien, aussi professeurs à l'université, s'étaient déjà chargés, de concert avec M. Jacmart, de se trouver prêts à tout événement.

Ces messieurs, aidés de plusieurs officiers de santé, ont tenu parole, et jusqu'à ce jour le service a marché régulièrement, et rien n'y a manqué, tant sous le rapport médical qu'administratif.

#### ANVERS, 15 août.

Les conséquences de la cession des hostilités semblent se développer.

Depuis onze heures du matin l'escadre a fait un mouvement rétrograde.

La corvette *Proserpine*, le brik *Echo* et huit ou dix canonnières qui étaient mouillés en avant de la rade la Pipe-de-Tabac, ont descendu la rivière; la première jusqu'au fort St<sup>e</sup>-Marie, l'autre devant le fort de la Perle: les canonnières sont hors de vue.

Le bateau à vapeur chauffait à 2 heures; on pense qu'il prendra en remorque la bombarde *la Méduse*. (Jour. d'Anvers.)

— Le général commandant la province, voulant détruire tout soupçon qui pourrait planer sur le 8<sup>e</sup> régiment, a fait traduire devant le conseil de guerre permanent de la province tous les officiers contre lesquels pourrait s'élever la moindre prévention de culpabilité. (*idem*.)

#### NAMUR, 16 août.

Non, il n'est pas souillé ce drapeau brabançon qu'on a vu briller si pur à l'aurore de notre régénération nationale; non, quoique puissent en dire les ennemis de cette indépendance si chèrement acquise, la Belgique n'est pas déshonorée. Accablés par le nombre, trahis par leurs chefs, sans organisation, sans discipline, ses enfans devaient succomber; ils ont été battus. Oui, battus, il faut le dire, malgré ces triomphes ridicules, ces récits mensongers dont le *Moniteur* se plaît à enfler ses colonnes. Mais si nos braves ont été vaincus, le déshonneur ne peut les atteindre et n'a pas acquis le droit de venir s'asseoir sur les degrés de ce trône que nos mains ont élevé, que nos bras soutiendront.

Non, la Belgique n'est point déshonorée. Ce qui doit la sauver aux yeux de l'Europe, aux yeux de son roi, c'est cet élan patriotique si beau, si désintéressé, cette bravoure si maladroitement dirigée, ces incapacités militaires cachées sous de brillantes épaulettes et surtout l'infâme trahison débordant partout, partout neutralisant le courage de nos soldats.

Il viendra le jour de sa justice, car l'évidence a crevé les yeux des plus aveugles. Ils auront à rendre un compte terrible, les infâmes qui tendaient une main parricide à l'étranger; ceux qui non moins coupables ont, sangsues politiques, dévoré à leur profit les ressources de la patrie, sucé le sang de ses enfans; ceux qui ne se sentant pas les capacités nécessaires pour conjurer l'orage, n'ont pas craint de compromettre l'avenir et le salut du pays en n'abandonnant point les affaires, seul acte de courage qu'on attendait d'eux.

Justice sera faite; le roi a reconnu par lui-même en quelles mains indignes notre destinée a été remise. Il en a eu des preuves sur le champ de bataille, au milieu de ceux qu'il appelait ses braves, de ceux dont le sang généreux versé sans utilité pour leurs frères demande vengeance au pays. Il faut le déchirer le voile qui cache ces manœuvres ténébreuses, ces trames perfides dont nous sommes maintenant les victimes. Que chaque citoyen s'empresse de rassembler les faits qui doivent servir à démasquer les traîtres. En voici quelques-uns dont on pourra administrer la preuve si ceux auxquels incombe un grand devoir à remplir ne reculent pas devant son exécution.

Des cartouches ont été distribuées à la garde civique de Namur; parmi ces cartouches il s'en trouvait sans balles et d'autres où la poudre était mélangée avec de la terre et des cendres.

Après le combat de Boutersem, deux pièces de canon étaient braquées à la porte de Tirlemont pour protéger la retraite; ces deux pièces étaient enclouées lorsque nos braves sont rentrés dans Louvain.

L'artillerie de la garde civique de Namur servait quatre pièces placées sur les remparts de Louvain. Deux officiers Belges d'état-major sont venus apporter à leur digne officier des clous pour les enclouer. Ce brave citoyen leur a répondu qu'il se ferait plutôt tuer. Les quatre

pièces ont été ramenées par nos artilleurs sur la place du collège philosophique.

Notre garde civique est restée plusieurs jours sans vivres. Un de ses lieutenans n'a reçu, pendant 3 fois 24 heures, que 3 pommes de terre et 2 carottes; plusieurs autres officiers n'ont reçu pendant cet intervalle que quelques légumes.

A.

Dans la journée de vendredi, 12 de ce mois, l'artillerie de la garde civique de Namur s'est couverte de gloire; elle seule a défendu la porte de Diest pendant plusieurs heures: le feu bien nourri de sa batterie n'a pas peu contribué à empêcher l'ennemi de poursuivre nos troupes plus vivement, et lui a fait essuyer des pertes nombreuses. Plus de cinq cents coups ont été tirés par ces braves qui ont dignement soutenu la réputation que leurs compatriotes s'étaient acquise pendant la révolution. Leur patriotisme et leur courage seuls les ont guidés dans cette lutte honorable pour eux. Plût à Dieu que ceux qui étaient chargés de diriger nos armées se soient rendus dignes des mêmes éloges. MM. Blancpain et Haumont ont fait preuve de beaucoup de sang-froid et d'adresse. Quelques Montois ont noblement secondé leurs efforts.

(Communiqué.)

— Mesdemoiselles de Loncin et Souka, de Rochefort, ont fait remettre, chez M. le gouverneur, un paquet de charpie pour nos blessés.

— La chasse sera ouverte dans la partie de la province de Namur située à gauche des rivières de Sambre et de Meuse, le 20 du présent mois et le 1<sup>er</sup> septembre prochain, dans les parties entre la Sambre et la Meuse et sur la rive droite de la Meuse.

— On écrit de Liège:

La nouvelle des mouvemens opérés dans l'armée prussienne parvenue à Liège, a produit une grande inquiétude. On dit qu'un système de défense du côté d'Aix-la-Chapelle, vient d'être combiné pour mettre la ville à couvert.

— Une colonne de l'armée française est arrivée hier à Waremme; elle doit se diriger sur Oreye et de là sur Tongres.

— Saint-Trond est évacué par les Hollandais, les communications sont rétablies avec cette ville.

— Il y a à la citadelle de Liège une compagnie d'artilleurs de Charleroi, au nombre de 70 hommes, qui se fait remarquer par sa bonne tenue et sa discipline. Ce corps est parfaitement exercé.

— Il est temps qu'on mette un terme aux vexations que commettent les Hollandais dans les villages des environs de Maestricht et de Tongres; ils imposent arbitrairement des contributions en argent et en vivres. Avant-hier ils ont frappé une contribution de 1,000 florins sur la petite commune de Melin; et le même jour, à Falemère, ils ont requis qu'on leur livrât du froment, du seigle, de l'avoine, du lard, etc.

(Courrier de la Meuse.)

— On nous communique de Ruremonde la note suivante:

Par suite de la retraite de l'armée de la Meuse, la province de Limbourg s'est trouvée pendant quelques jours sans communication avec le reste de la Belgique. La première brigade qui y est stationnée, étant coupée et livrée à ses propres ressources, était placée dans la position la plus critique. Mais le colonel *Van den Broek* commande dans la province. Grâce à l'énergie de ce chef et aux dispositions qu'il a prises, nous attendons sans crainte l'issue des événemens.

« A la tête d'un faible corps de troupes, le colonel *Van den Broek* en a appelé au patriotisme des habitans. Cet appel a été entendu. Les bataillons de la garde civique se sont organisés comme par enchantement. Le colonel a formé une colonne mobile de gardes civiques et de 800 hommes de troupes régulières; cette colonne s'est portée sur le territoire hollandais dans la direction de *Eindhoven*. L'étendard national a flotté dans plusieurs communes du Nord-Brabant aux acclamations des habitans, qui partout ont reçu nos troupes en amis.

» Ce mouvement a eu un heureux résultat, puisque, en inquiétant l'armée ennemie sur ses derrières, elle l'a forcée d'envoyer des forces pour couvrir cette partie de la frontière et protéger ses communications. Un corps de 4000 Hollandais avec de la cavalerie et du canon est venu un instant occuper la petite ville de Weert. Il en a été honteusement chassé par quelques compagnies détachées de la 1<sup>re</sup> brigade, accourues sur ce point. L'ennemi a laissé quelques morts et blessés et une centaine de prisonniers, parmi lesquels on compte une douzaine de cuirassiers montés et cinq gendarmes à cheval.

(Courrier de la Meuse.)

#### Monsieur le Rédacteur du COURRIER DE LA SAMBRE.

J'ai vu hier au soir un article dans votre journal qui paraît vouloir jeter de la défaveur sur les cartouches d'infanterie qui ont été faites à Namur; on en aurait montré au roi où il n'y avait pas de balles. L'auteur de l'article n'a pas réfléchi qu'il flétrirait ainsi la réputation de messieurs les officiers de l'artillerie, à Namur, qui ont constamment assisté au confectionnement des cartouches, ainsi que les sous-officiers et les canonniers qui les ont fait.

Il est faux que les cartouches manquaient à Namur lors de l'arrivée des Français: la direction générale de l'artillerie nous avait expressément fait connaître de n'envoyer que le nombre de cartouches dont nous pouvions disposer sans compromettre la défense de la place, et elle nous avait fortement recommandé de remplacer le plutôt possible ce qui avait été expédié. M. le général Barrois était informé de cette mesure et nous a offert des canonniers, que nous avons acceptés avec gratitude: ces messieurs n'ont travaillé qu'une journée, ayant dû partir de suite. Ils nous auraient été d'une grande utilité, parce qu'ils travaillaient avec une grande habileté et auraient bientôt rempli la lacune qu'une distribution énorme de cartouches, en trois jours, a causé dans nos magasins.

J'ai demandé et obtenu des certificats de M. le colonel de la garde civique et des autres chefs de corps, à Namur, à qui j'ai délivré des cartouches, et vais en demander aux différens gardes d'artillerie à qui j'en ai expédié, afin que les électeurs et l'armée sachent que s'il y a des traitres et des personnes incapables, ce n'est pas dans l'artillerie, à Namur, qu'il faut les chercher.

Quant à l'avant-dernier paragraphe de l'article, je laisse aux personnes qu'il regarde le soin d'y répondre.

Le garde d'artillerie, à Namur, F. FREDERIX.

## EXTERIEUR.

FRANCE. — Paris, 14 août.

— Avant-hier, M. le président du conseil, M. le ministre du commerce, M. Etienne, M. Dupin aîné, M. Teste et plusieurs autres députés ont dîné avec le roi et la famille royale.

— Suivant une lettre que nous recevons de Mons, 12 août, cette ville dont les fortifications nouvelles ont, dit-on, coûté plus de 25 millions, n'était gardée que par quelques citoyens de la garde civique, et l'entrée des formidables ouvrages qui défendent la place livrée à tout le monde. Aucune autorité militaire n'était là pour recevoir les Français. On se plaint aussi de quelques désordres dans notre administration militaire. Il y a des maréchaux de camp commandant les brigades qui attendent à Valenciennes l'ordre de partir, tandis que leurs brigades sont déjà passées la frontière. Les vivres sont distribués à la troupe par les soins des autorités locales; nul contrôle n'est exercé par les agens de l'intendance militaire, qui sont on ne sait où.

— Nous annonçons avec plaisir, sur la foi d'une lettre particulière qui nous a été communiquée, que l'enthousiasme des Polonais pour la cause de leur nationalité et de leur indépendance se soutient toujours au même degré d'exaltation. Varsovie est pourvue de vivres de manière à pouvoir soutenir un siège de trois mois, et l'armée polonaise, forte de 70,000 hommes, ayant pour point d'appui Varsovie, est en état d'opérer avantageusement contre l'ennemi quelque grandes que soient d'ailleurs ses forces. (Avenir)

— Les habitans de Mayence se sont vivement intéressés au sort des Polonais. Jusqu'à présent le comité polonais établi dans cette ville a recueilli 10,000 fr. La moitié de cette somme a été consacrée aux frais d'équipement et de voyage des deux médecins que ce comité a envoyés à Varsovie, à l'achat de quatre appareils complets d'instrumens de chirurgie pour les hôpitaux de Varsovie; le reste de la somme sera envoyé par l'intermédiaire d'une maison de banque connue aux autorités de Varsovie.

## Nouvelles de Pologne.

Varsovie, 2 août.

La Gazette d'Etat dit: Une division d'infanterie et de cavalerie du corps de Rudiger a passé le 29 juillet sur la rive gauche de la Vistule près de Jozesow, et a eu un engagement avec nos chasseurs. Quelques blessés ont été transportés à Solez. Le général Rudiger fait des préparatifs pour établir au-dessous de Jozesow un point sur la Vistule. Cependant, jusqu'à présent, de petits détachemens seulement ont passé le fleuve. Les cosaques se sont avancés jusqu'à Sienna.

— A la nouvelle de l'approche des Russes, des troubles éclatèrent à Kalisch. Deux fabricans allemands s'y firent des partisans parmi les autres fabricans, arrachèrent les aigles polonaises et les remplacèrent par celles de Russie, et voulurent élire un autre président municipal. Le colonel Myszkowski entra en ville à la tête de la landsturm, y rétablit l'ordre et punit les coupables: l'un des moteurs a été, dit-on, pendu, et l'autre conduit à Varsovie. Dès avant-hier des patrouilles de cosaques se montraient à Ilow, à un demi-mille au-delà de Sochaczew. D'après des nouvelles de bonne source, venues de Plocks, la cavalerie ennemie se trouve en très bon état, mais il n'en n'est pas de même de l'infanterie. Le feld-maréchal Paskewitsch couvre ses mouvemens par de grosses masses de cavalerie.

— Des lettres de Vienne, dignes de foi, assurent que les ambassadeurs d'Angleterre et de France ont récemment transmis au cabinet autrichien une note de la teneur suivante: l'intervention dans les affaires de la Belgique ayant eu des résultats heureux, au point qu'elle a mis un terme à l'effusion du sang, que la paix de l'Europe n'est pas troublée, et que les intérêts des parties sont réglés, les deux cours alliées, considérant qu'une pareille démarche dans la question polonaise doit amener le même résultat, invite le cabinet autrichien de travailler conjointement avec elle dans ce but. »

## COMMERCE.

Havre, 7 août. — Cairi. — Le Courrier des Indes, entré hier et dont le chargement n'est pas encore connu, nous apporte 12,000 Buénos Ayres; nous attendons deux autres navires. — On a payé 50 f. pour 2000 peaux de veau, telles quelles. — Par la Duchesse de Berry, de Valperaiso, il nous arrive 1500 peaux salées.

Cuivre. — On a fait 28 milliers vieux, dédoubleage, rognure de monnaie, chaudières, à 107 50 les 50 k. avec dou de 2 p. cent sur une partie; il y a quelques demandes pour ce métal.

Houblon. — L'Alabama de New York nous apporte 40 balles 1<sup>re</sup> sorte de Philadelphie, déjà on a vendu à livrer 24 balles à 145 les 50 k. On tient au même prix les 16 balles restantes.

PAIX DES HUILES. — Lille, 11 août.

|               | Graines. |    | Huiles. |       | Tourteaux. |
|---------------|----------|----|---------|-------|------------|
|               |          |    |         |       |            |
| Colza.        | 17       | 20 | 69 f.   | 69 50 | 9 50 f.    |
| OEillette.    | 20       | 22 | 87 50   | " "   | 8 50 8 "   |
| Id. bon goût. | "        | "  | 94      | 95    | " " "      |
| Lin.          | 18       | 20 | 83      | " "   | 14 " 16 "  |
| Caméline.     | 18       | 20 | 78      | " "   | " " "      |
| Chavre.       | 13       | "  | 78      | " "   | 9 " "      |

Huile épurée pour quinquets 75 " 75 50  
Idem réverbères 73 " 73 50

Bourse de Paris du 13 août — Rentes 5 p. 070 au compt., jouiss. du 22 mars 1830, 89 fr. 00 c. — 4 p. 070, 73 fr. 75 c. — Rentes 3 p. 070 jouissance du 22 juin 1830, 58 fr. 20 c. — Act. de la banque, 1540 fr. 00 c. — Certif. Falconnet, 69 fr. 00 c. — Cortès d'Espagne, 10 fr. 00. — Emprunt royal d'Espagne 1830, 61 fr. 12 — Rente perpétuelle d'Espagne, 48 fr. 12. — Emprunt de France, 89 fr. 00.

Fonds publics de Londres, du 11 août. — Consolidés 81 1/4 demandés.

Bourse d'Amsterdam, du 9 août. — Dette active, 34 1/2; billet de chance, 12; synd. d'amor., 55.

## POSTE DE L'APRÈS-MIDI.

— Un courrier extraordinaire du cabinet français, est arrivé ici, ce matin à dix heures, porteur de dépêches qu'il a remises entre les mains du roi.

— Il est question du licenciement du 1<sup>er</sup> ban de la garde civique; cette mesure serait plus tard appliquée à l'armée régulière. On parle aussi d'une dislocation ministérielle; M. Lebeau reprendrait le portefeuille des affaires étrangères, celui de la guerre passerait entre les mains de M. Ch. de Brouckère; les autres ministres ne sont pas encore connus. Nous désirons qu'en opérant tous ces changemens on fasse quelque chose de durable et de bon. La tâche présente plus d'une difficulté, et pour reconstruire, il faut rarement employer des matériaux usés.

— Le premier ban de la garde civique de Tournai voulait répondre avec empressement à l'appel que le roi avait fait à tous les Belges: les officiers demandèrent à être mis de suite en campagne, les soldats appuyaient leurs chefs. Mais l'administration civile, par des raisons encore inconnues, suscita tant d'obstacles, éleva tant de difficultés, qu'il fut impossible aux patriotes tournaisiens de suivre l'élan de leurs cœurs. Enfin, hier, après avoir fait le trajet à marche forcée, ils sont arrivés à Bruxelles à sept heures du soir, au nombre de 400, avec des artilleurs et deux pièces de campagne. Tous ont été désespérés, en apprenant que leur dévouement avait été rendu stérile par les négociations entamées entre les diplomates et plus particulièrement encore par les lenteurs administratives.

— Hier, à midi, il y a eu un grand conseil des ministres, qui a duré jusqu'à quatre heures. Le résultat de cette longue délibération n'est pas encore connu.

Le Roi s'est rendu à Laeken et est revenu coucher à Bruxelles.

— On nous rapporte à l'instant que dans les environs de Louvain, on a trouvé un Belge attaché à un arbre, ses deux mains derrière le dos. Ce malheureux était mort percé de deux balles, dont la direction indiquait que ces coups lui avaient été portés après qu'il eût été mis hors d'état de se défendre.

Séjour des Hollandais à Louvain. A midi quelques minutes les troupes entrèrent par la porte de Tirlemont; un bataillon se rangea sur la place du Peuple, un autre sur celle de l'hôtel de ville; les postes de toutes les portes furent occupés par de l'infanterie et de la cavalerie. L'artillerie, de la cavalerie et de l'infanterie, se placèrent sur le boulevard de Tirlemont. On leur donna non des billets de logemens, mais des bons de subsistances sur les habitans, qui étaient tenus de les porter aux postes indiqués. Quelques soldats cependant pénétrèrent dans des maisons et exigèrent tout ce qui pouvait leur convenir; un estaminet fut pillé, les meubles brisés et le billard hâché en petits morceaux.

L'arbre de la liberté fut respecté pendant un certain temps, puis il disparut on ne sait comment. Plusieurs officiers et soldats demandèrent des informations sur MM. Roussel et Massar, comme ayant figuré en première ligne dans les événemens de septembre. Heureusement pour M. Roussel que personne n'indiqua sa retraite; il n'avait pu quitter la ville, et certainement, il lui fut arrivé malheur.

— A Whinxel, village à une demi-lieue de Louvain, sur la route de Bruxelles, les Hollandais avaient formé un camp d'une immense étendue; les tristes vestiges sont encore là; grains gaspillés pour faire de la litière aux chevaux, immondices des bestiaux volés et égorgés pour nourrir les soldats, plumes des volailles ayant servi à repaître les officiers, une maison pillée totalement, les personnes qui l'habitaient chassées après avoir été, pour ainsi dire, mises à nu; il ne reste plus rien à ces malheureux. Sur la chaussée et dans les fossés, des papiers d'administration militaire mis en lambeaux, des fragmens de correspondances confidentielles, et même des lettres entières que les curieux s'empressent de ramasser.

— Plusieurs régimens polonais ont refusé leur solde et en ont fait hommage à la patrie.

— Le quartier-général russe est à Lowerz, et l'armée polonaise occupe Blonie et les environs.

## ANNONCES.

1202

AVIS.

5300 florins des Pays-Bas à appliquer en rente sur hypothèque. S'adresser au secrétariat des hospices, à l'hospice St Gilles, à Namur.

1210. Bon vinaigre de vin, première qualité, à vendre en gros et en détail. S'adresser chez M<sup>me</sup> Nalinne, rue de Fer, à Namur.